



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 16/02/2026

ZI de Saint Liguair
4, rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RACCORDS ET PLASTIQUES NICOLL

37, rue Pierre et Marie Curie
49300 CHOLET

Références : 0007206338/2026/ 79
Code AIOT : 0007206338

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2026 dans l'établissement RACCORDS ET PLASTIQUES NICOLL implanté Route d'Etusson 79150 Argentonay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RACCORDS ET PLASTIQUES NICOLL
- Route d'Etusson 79150 Argentonay
- Code AIOT : 0007206338
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RACCORDS ET PLASTIQUES NICOLL est une entreprise fondée en 1956, dont le siège social est situé à Cholet. Spécialisée dans l'injection, l'extrusion et la chaudronnerie plastique, elle conçoit et fabrique, à partir de matériaux de synthèse, des systèmes d'évacuation et de gestion des fluides (eau et air), essentiellement destinés au secteur du bâtiment.

Le nom commercial de la société dénommée NICOLL fait partie du groupe ALIAXIS, spécialisé dans la fabrication et la commercialisation de solutions pour le transport de fluides (bâtiments, infrastructures et industrie).

Les dispositions réglementaires applicables au site sont définies par l'arrêté préfectoral n° E264 du 15 mai 2023 portant enregistrement de l'installation de fabrication de solutions de transports de fluides.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Arrêté préfectoral de mise en demeure
- Granulés Plastiques Industriels

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prévention des pertes de granulés plastiques industriels	Code de l'environnement du 16/04/2021, article L541-15-11	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réalisation du volume de rétention pour les eaux en cas de sinistre	AP de Mise en Demeure du 07/07/2025, article 1	Proposition de levée de mise en demeure
3	Notification d'accident / incident	Code de l'environnement du 11/08/2025, article R.512-69	Sans objet
4	Mesures de rejets des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 5.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objectif de l'inspection était de vérifier les dispositions prises par l'exploitant permettant de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure relatif à la rétention des eaux d'extinction incendie.

Un point a été fait avec l'exploitant sur le respect de la réglementation relative à la prévention de la dispersion des granulés plastiques industriels dans l'environnement, conformément au décret d'application n° 2021-461 du 16 avril 2021.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation du volume de rétention pour les eaux en cas de sinistre

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/07/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des eaux d'extinction incendie
Prescription contrôlée : L'article 1 de l'arrêté du 27 janvier 2025 portant mise en demeure à l'encontre de la société NICOLL est modifié comme suit (en caractères gras) : La société NICOLL, située route d'Etusson à 950 Argentonnay est mise en demeure à compter de la notification du présent arrêté de respecter les dispositions de l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral n° E264 du 15 mai 2023 relatives à la mise en œuvre du volume d'eau de rétention supplémentaire pour les eaux en cas de sinistre selon les dispositions suivantes : - de transmettre, au plus tard le 31 décembre 2025, les justificatifs de réalisation du volume de rétention pour les eaux en cas de sinistre.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 30 mai 2024, il avait été constaté que l'exploitant n'avait pas mis en œuvre sur le site le volume de rétention supplémentaire pour les eaux d'extinction qui avait été imposé par l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement n° E264 du 15 mai 2023 avec pour échéance le 31 décembre 2023. Par arrêté préfectoral du 9 juillet 2024 (modifié le 27 janvier 2025 et le 7 juillet 2025), l'exploitant avait été mis en demeure de réaliser les travaux de création du volume de rétention supplémentaire. Par courrier du 24 novembre 2025, l'exploitant a transmis à la préfecture, avec copie à l'inspection, les justificatifs de réalisation du bassin de confinement des eaux d'extinction.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection considère que l'exploitant a répondu aux prescriptions imposées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure dont les dispositions peuvent être levées. L'inspection propose à Monsieur le Préfet de lever la mise en demeure.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des pertes de granulés plastiques industriels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article L541-15-11
Thème(s) : Risques chroniques, Granulés Plastiques Industriels (GPI)
Prescription contrôlée : I.-A compter du 1 ^{er} janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. II.-A compter du 1 ^{er} janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.
Constats : Sur son site d'Argentonay, la société NICOLL utilise dans son process de fabrication environ 80 tonnes de granulés plastiques industriels (GPI) sous forme de granulés de tailles comprises entre 0,01 mm et 1 cm, par conséquent, l'exploitant est concerné par les dispositions de prévention de la dispersion dans l'environnement de ses GPI. Conformément à la réglementation, l'exploitant a mandaté l'organisme Laboratoire National de Métrologie et d'Essais (LNE) pour la réalisation de l'audit de certification de l'ensemble des sites du groupe : les 2 sites de la société basée à Cholet (49), siège du groupe ainsi que le site d'Argentonay (79) objet de la présente visite. Le rapport d'audit réalisé les 14, 15 et 17 octobre 2025 fait mention de 3 non-conformités dont une seule concernant le site d'Argentonay et relative à l'absence de procédure de nettoyage régulier des bassins de rétention situés en amont des équipements et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant conformément à l'article D.541-362 d). L'exploitant a précisé que cette procédure n'avait pas encore été mise en œuvre en octobre 2025 car le nouveau bassin de rétention était en cours de réalisation. L'exploitant a présenté la procédure réalisée dénommée "Standard Maintenance Décanteur" version 1 datée du 18 décembre 2025. Il a été constaté l'affichage du panneau d'information sur la fermeture de la vanne en cas d'incendie. Il est également à noter que le site est désormais équipé de bordures sur l'ensemble des voiries afin de garantir que l'ensemble des eaux d'extinction ainsi que les eaux susceptibles d'être polluées par la présence de granulés plastiques peuvent rejoindre le nouveau bassin de rétention. Ce bassin est équipé en sortie d'un séparateur cyclonique avec une efficacité supérieure à 90% pour éliminer les particules de 0,004 mm.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est invité à modifier la panneau d'affichage situé en sortie de bassin afin d'imposer la fermeture de la vanne en cas d'incendie mais également en cas de pollution. Le panneau d'affichage devra être sur fond rouge avec lettres blanches afin d'être visible pour les services d'incendie et de secours.

Conformément au dernier alinéa de l'article D.541-364 du code de l'environnement, l'exploitant est invité à mettre à disposition sur son internet une synthèse du rapport d'audit en retirant les informations relevant du secret protégé par la loi.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Notification d'accident / incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/08/2025, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
Constats : Par télédéclaration du lundi 1 ^{er} décembre 2025, l'exploitant a transmis les éléments d'informations suite à un incendie survenu sur le site le vendredi 28 novembre 2025 entre 16h30 et 17h30. Cet incendie très localisé est dû à un défaut matériel sur un surpresseur présent dans une zone non couverte par la détection incendie du site. Les fumées sont entrées dans le bâtiment de l'usine puis la détection incendie s'est déclenchée. Suite à la coupure des énergies, le feu s'est arrêté. Les services de secours ont été contactés. L'incendie a eu peu de conséquences sur le fonctionnement des installations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Néant
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures de rejets des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 5.5
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejets des eaux pluviales
Prescription contrôlée : Sans préjudice des conventions de déversement dans le réseau public (art. L. 35-8 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaire s doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou

mélange avec d'autres effluents :

a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel [...] :

- pH (NFT 90-008) : 5,5 - 8,5 [...]
- température : < 30° C. [...]

c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel [...] :

- Matières en suspension (NFT 90-105) : la concentration ne doit pas dépasser 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà,
- DCO (sur effluent non décanté) (NFT 90-101) : la concentration ne doit pas dépasser 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà,
- DBO5 (sur effluent non décanté) (NFT 90-103) : la concentration ne doit pas dépasser 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 30 kg/j, 30 mg/l au-delà.

d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain :

- indice phénols (NFT 90-109) : 0,3 mg/l si le flux est supérieur à 3 g/j,
- chrome hexavalent (NFT 90-112) : 0,1 mg/l si le flux est supérieur à 1 g/j,
- cyanures (ISO 6703/2) : 0,1 mg/l si le flux est supérieur à 1 g/j,
- AOX (ISO 9562) : 5 mg/l si le flux est supérieur à 30 g/j,
- arsenic et composés (NFT 90-026) : 0,1 mg/l si le flux est supérieur à 1 g/j,
- hydrocarbures totaux (NFT 90-114) : 10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j,
- métaux totaux (NFT 90-112) : 15 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j.

Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

Constats :

Lors de la précédente visite d'inspection, l'exploitant avait informé l'inspection qu'aucune mesure de rejets des eaux pluviales n'avait été réalisée. De plus, il avait été constaté que le site ne disposait pas d'un système de prévention adaptée de type séparateur / déshuileur à hydrocarbures.

Conformément à la demande d'inspection, l'exploitant a présenté les résultats de la dernière analyse réalisée le 24 juillet 2025 par le laboratoire IANESCO en considérant que les travaux de création du nouveau bassin n'avaient pas encore été réalisés. Les résultats de mesure sont conformes.

Il est à noter que dans le cadre de la création du volume de rétention des eaux d'extinction, l'exploitant a mis en place un séparateur / déshuileur d'hydrocarbures.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Néant

Type de suites proposées : Sans suite